

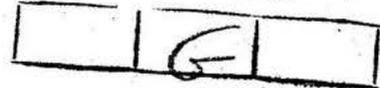


Septième session

DOCUMENTS
INDEX UNIT

MASTER

22 OCT 1952



RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES
RESUME ET ANALYSE DES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUEES EN APPLICATION DE
L'ALINEA e) DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE
RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

Résumé des renseignements communiqués par le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord 1/

Conformément aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 4 de la résolution 218 (III) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a fait le résumé suivant des renseignements communiqués en 1952. Ce résumé indique les progrès accomplis au cours de la dernière période triennale dans le domaine économique, le domaine social et le domaine scolaire.

Les renseignements sont classés sous les principales rubriques des parties II à IV du Schéma révisé que l'Assemblée générale a approuvé par sa résolution 551 (VI).

Le présent résumé concerne les renseignements communiqués au sujet des Iles Gilbert et Ellice, du Bornéo du nord et des Iles Salomon.

1/ Ce résumé s'adresse également au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Iles Gilbert et Ellice.....	3
Bornéo du nord.....	12
Iles Salomon.....	29

ILES GILBERT ET ELLICE

La superficie totale des Iles Gilbert et Ellice est d'environ 960 kilomètres carrés. Lors du recensement de 1947, la composition de la population était la suivante :

Micronésiens	29.293
Polynésiens	5.066
Européens	304
Chinois	142
Autres groupes	565
	<hr/>
	35.370

On estime qu'en 1951 la population s'élevait à 39.000 habitants.

SITUATION ECONOMIQUE

Généralités

Le progrès que le mouvement coopératif a fait accomplir au commerce s'est bien maintenu en 1950 et 1951. Le prix du coprah a suivi les tendances mondiales, mais l'augmentation rapide du prix des produits importés est venue affaiblir les avantages de sa hausse constante. Dans l'ensemble, les perspectives économiques sont bonnes pour un pays de monoculture.

Agriculture et élevage

Les ressources de la colonie sont si limitées que la seule culture commerciale du Territoire est la production de coprah. Le Gouvernement du Territoire n'a pas de service spécial pour l'agriculture, l'élevage, les forêts ou les pêcheries; c'est l'Administration du district qui règle les quelques questions qui peuvent se poser dans l'un ou l'autre de ces domaines. La colonie contribue au budget du Service de l'agriculture des îles Fidji et peut recourir aux conseils et à l'aide de ses services. On ne dispose pas de chiffres exacts en ce qui concerne l'agriculture ou l'élevage.

Le sol a toujours présenté pour les insulaires une importance disproportionnée à sa valeur économique. Le prestige, dans la société, appartient au propriétaire terrien; d'autre part, celui qui a peu de terres ou n'en a pas risque de ne pas recevoir de soins pendant sa vieillesse. L'insécurité et l'incertitude en matière de titres de propriété qui ont été sans aucun doute l'un des facteurs les plus contraires à la mise en valeur des terres, sont réduites maintenant jusqu'à être négligeables. Mais le régime de la propriété souffre de défauts sérieux qui jouent encore contre la meilleure utilisation des terres. On peut citer notamment l'absentéisme, la co-propriété, le démembrement et l'absence d'un système de fermage qui permettrait à ceux qui n'ont pas de terres de vivre sur les terres que les grands propriétaires n'exploitent pas et réduirait ainsi le gaspillage né de la mauvaise répartition.

Au cours des cinq dernières années, la colonie a eu un Chief Lands Commissioner, deux ou trois Lands Commissioners et douze employés locaux. La Commission a étudié le problème de la propriété foncière en procédant à des enquêtes sur les îles habitées; elle cherche actuellement à encourager une meilleure utilisation des terres. La méthode adoptée a consisté à faire comprendre aux indigènes, au cours de discussions, pourquoi leur système actuel s'oppose à une complète mise en valeur et à une complète utilisation de la terre, et à les disposer ainsi à accepter des propositions qui tendraient à modifier ce système au moyen de dispositions législatives. Les modifications acceptées jusqu'ici sont groupées dans les codes fonciers provisoires établis pour toutes les îles actuellement habitées. En septembre 1950, on a sérieusement remanié la Native Lands (Lease) Ordinance n° 4 de 1940 pour faciliter l'affermage des terres entre indigènes; on espère que cela deviendra une pratique courante.

En 1951, la Commission du Pacifique Sud a présidé à une enquête dans les îles Gilbert; cette enquête a porté notamment sur les ressources naturelles des atolls coralliens et sur leurs possibilités de développement économique. Une expédition organisée par le United States Pacific Science Board a étudié les formes de vie sur un atoll sec.

Forêts

La production se limite essentiellement au cocotier et au baquois, utilisés sur place pour la construction des maisons.

Pêche

Le poisson est une nourriture essentielle pour les insulaires. La pêche individuelle suffit presque complètement aux besoins du marché local.

Industries extractives

On extrait du phosphate de chaux dans l'île Océan. La production en 1951 a été de 221.250 tonnes (chiffre provisoire). Elle devra augmenter de quelque 100.000 tonnes par an pour atteindre les quantités exportées en 1940-1941. On espère qu'étant donné l'oeuvre de reconstruction qui se poursuit constamment, le chiffre de la production d'avant-guerre sera atteint d'ici deux ou trois ans.

Energie

Il existe deux centrales électriques publiques et quatre centrales privées.

Industrie

Les seules formes de l'industrie sont l'extraction du phosphate et l'artisanat rural. Les principaux produits de l'artisanat sont la vannerie et les objets faits avec des coquillages, des noix de coco, du bois de palmier et des dents de poisson. Les coopératives achètent ces produits pour le marché local et l'exportation.

Transports et communications

Routes. Il y a 655 kilomètres de routes utilisables en tout temps et 250 kilomètres d'autres routes.

Chemin de fer. Les mines de phosphate de l'île Océan possèdent un chemin de fer à voie étroite d'une longueur de trois kilomètres.

Aviation. L'île Canton a un aéroport civil et Tarawa a un terrain de secours. Il y a tous les mois, à l'île Canton, plus de 60 atterrissages réguliers.

Navigation maritime. En 1951, il y a eu 139 arrivées et 136 départs de vaisseaux transocéaniques.

Services postaux. La poste centrale est située à Tarawa; il y a un bureau de district à chaque siège de district et des bureaux auxiliaires dans la majorité des îles habitées.

Télécommunications. En 1949, 19 postes radiophoniques publics fonctionnaient sur le territoire de la colonie. Il existe également quelques postes privés. Le câble trans-pacifique, exploité par la compagnie Cable and Wireless Limited, qui relie l'Australie au Canada, a un relais à l'île Fanning.

Finances publiques

	<u>1948-1949</u> (Effectives) IA <u>1/</u>	<u>1950</u> (Prévisions fermes) IA	<u>1951</u> (Prévisions révisées) IA
Dépenses	276.368	280.467	323.751
Recettes	260.234	250.014	251.774

Banques et crédit

La Government Savings Bank, ouverte en 1948, a fait des progrès satisfaisants. Au 31 décembre 1951, les dépôts se montaient à 66.000 livres australiennes.

Commerce international

Les principales importations (riz, farine, cotonnades et articles manufacturés) viennent d'Australie et des îles Fidji. Le phosphate est exporté en Australie et en Nouvelle-Zélande; la presque totalité du coprah est exportée au Royaume-Uni.

SITUATION SOCIALE

Généralités

La Colonie rassemble sous une même administration des Micronésiens (îles Gilbert) et des Polynésiens (îles Ellice). Les deux races ne vivent pas dans le même groupe d'îles, mais là où elles se trouvent couramment en contact, notamment au siège de la Colonie, les relations sont amicales et les mariages entre les deux races très fréquents. La discrimination raciale n'existe pas.

Statut de la femme

Le Gouvernement et les missions s'attachent de plus en plus à éduquer les femmes et notamment à les former aux travaux domestiques, au rôle de mère et au métier d'infirmière.

/Main-d'oeuvre et

1/ La monnaie locale est la livre australienne, qui vaut 19 s. 8 d. (sterling), soit 2,24 dollars.

Main-d'oeuvre et emploi

Les principales catégories de l'emploi sont l'extraction du phosphate (île Océan), la production du coprah et l'administration. A la fin de 1950, la Commission britannique du phosphate (British Phosphate Commission) employait environ 1.200 personnes, les plantations de l'île Fanning en employaient plus de 250, la Compagnie Pan-American Airways environ 90 et le Gouvernement avait plus de 1.000 fonctionnaires (y compris 550 personnes employées à temps partiel par les autorités indigènes).

Il n'y a pas de Service du Travail dans le Gouvernement de la Colonie. Les fonctionnaires administratifs s'acquittent des tâches relatives au recrutement et à l'inspection du travail. Conformément à l'ordonnance relative au travail (Labour Ordinance), les conflits du travail sont renvoyés à un Deputy Commissioner qui a des pouvoirs de conciliation et d'arbitrage. Une ordonnance relative aux syndicats et aux conflits du travail (Trade Union and Trade Disputes Ordinance) a été promulguée en 1948; mais personne ne réclame la création de syndicats et aucun syndicat ne s'est encore constitué. La nouvelle ordonnance relative au travail a été promulguée à la fin de 1951; elle est conforme aux pratiques les plus modernes.

Coopératives

Actuellement, le commerce des 27 îles de la Colonie qui ont une population autochtone permanente est entièrement aux mains de coopératives enregistrées ou de sociétés commerciales qui attendent le moment de se faire enregistrer et aider en tant que coopératives. Les autochtones dirigent donc toute la vie économique de la région par l'intermédiaire de leurs coopératives placées sous la surveillance du commissaire résident, secrétaire général, et concurrentement avec le Commissaire résident et le Comité consultatif de la Colony Wholesale Society qui devait être enregistrée comme coopérative à la fin de 1951. La politique de cette société et des coopératives affecte le régime des salaires et le prix de la vie dans la plus grande partie de la Colonie.

/Nive de vie

Niveau de vie

Le tableau suivant indique les variations de l'indice du prix de la vie au chef-lieu :

(Base : 1939 = 100)

	<u>Décembre 1950</u>	<u>Mars 1951</u>	<u>Juin 1951</u>
Population non autochtone	229,06	231,35	238,47
Population autochtone	135,68	137,99	141,93

Sécurité et assistance sociale

Il existe un système complet de services sociaux pour les indigènes; l'action du Gouvernement dans les domaines de la médecine et de l'enseignement et celle des missionnaires dans les écoles et les églises viennent s'y ajouter. Dans les îles qui sont propriété privée ou qu'exploitent des compagnies privées, les organisations commerciales assurent des services sociaux. La délinquance juvénile est peu répandue; on ne pense pas qu'elle pose jamais un problème sérieux.

Lutte contre la criminalité et traitement des délinquants

Les habitants des îles sont extrêmement respectueux des lois. On n'a constaté en 1950 et 1951 aucun délit sérieux, en dehors de quelques attaques contre des personnes.

Santé publique

Le tableau suivant indique les effectifs du personnel médical et sanitaire :

	<u>Public</u>	<u>Privé</u>
Médecins immatriculés	2	2
Médecins auxiliaires	15	-
Infirmières principales	1	2
Infirmières diplômées sur place	8	-
Infirmières partiellement formées	18	10

	<u>Public</u>	<u>Privé</u>
Infirmiers formés sur place (panseurs)	40	-
Infirmiers partiellement formés (panseurs)	18	10
Pharmaciens	1	1
Autres (gardiens, techniciens partiellement formés, etc.)	6	-

Le personnel médical et sanitaire privé donne une partie de son temps au Gouvernement.

Les dépenses afférentes à la santé publique se sont montées en 1951 à 38.395 livres australiennes, soit 16 pour 100 du montant total des dépenses de la Colonie.

Le nombre des institutions de santé publique s'établit comme suit :

Hôpitaux généraux	3
Hôpitaux auxiliaires	2
Dispensaires	27

Les médecins auxiliaires enseignent aux indigènes la valeur de l'hygiène et de l'assainissement; certains sont installés à poste fixe sur les îles les plus importantes, d'autres font des tournées de visites. Le médecin principal de chaque île est membre du Island Council; il donne des conseils à propos des divers règlements de santé publique et fait appliquer ces règlements. Dans toutes les îles Ellice et dans certaines du groupe Gilbert, des comités de femmes contribuent également à la propreté des villages et des maisons grâce à des inspections régulières et elles signalent tous les cas de maladie au personnel médical local. Les périodiques locaux publient des conseils pour la protection de l'enfance et l'hygiène générale. On forme davantage d'infirmières autochtones en ce qui concerne les soins prénataux, l'accouchement et la protection de l'enfance; une fois diplômées, elles s'installent dans les îles les plus importantes.

ENSEIGNEMENT

Généralités

L'enseignement primaire incombe principalement aux Missions qui dispensent à la plus grande partie de la population du territoire un enseignement élémentaire rudimentaire gratuit. Dans les écoles de village, la fréquentation scolaire

est obligatoire de 7 à 16 ans. La politique actuelle vise essentiellement à rétablir l'école King George V à Tarawa, à développer les écoles insulaires placées sous l'autorité du Gouvernement et à stimuler l'enseignement donné par les missions.

Le Service de l'enseignement est actuellement confié à un fonctionnaire de l'enseignement. Les services officiels comprendront en définitive un fonctionnaire supérieur de l'enseignement, deux adjoints non autochtones et un personnel d'au moins vingt-cinq instituteurs auxiliaires qui seront chargés de l'enseignement primaire et primaire supérieur ainsi que de l'inspection des écoles des missions. Un plan de collaboration avec les missions que l'on a commencé à appliquer en 1948, vise à élever le niveau de l'enseignement dans les écoles de villages; en échange de l'aide qu'elles reçoivent du Gouvernement, les missions assurent les services d'un maître non autochtone qui s'attache à la formation des futurs instituteurs pour les écoles de village.

En 1951, les dépenses afférentes à l'enseignement se sont montées à 9.506 livres australiennes, soit 4 pour 100 du montant des dépenses totales de la Colonie.

Le nombre des écoles, des élèves et des instituteurs était le suivant à la fin de 1950 :

	<u>Ecoles primaires</u>	<u>Elèves</u>	<u>Maîtres</u>
A la charge du Gouvernement colonial ou de l'administration locale	4	469	19
Subventionnées par le Gouvernement colonial ou l'administration locale	235	7.631	194
Autres écoles	<u>1</u>	<u>8</u>	<u>1</u>
Total	240	8.108	214

Les écoles des missions comprennent des institutions de types différents : écoles normales, pensions, écoles de femmes et les écoles de village où la plupart des habitants font leurs études. Le niveau de l'enseignement dans les quatre écoles publiques est supérieur à ce qu'il est dans la plupart des écoles des missions.

Actuellement, il n'existe pas d'enseignement secondaire dans la colonie.

Des étudiants font leurs études à l'étranger grâce aux bourses du Colonial Development and Welfare. En 1951, quatre étudiants des îles Gilbert suivaient les cours de l'école normale des Fidji. Depuis 1949, quatre étudiants de la colonie sont passés à l'école normale de Fidji. Huit d'entre eux sont revenus à la colonie comme instituteurs auxiliaires et le neuvième est allé en Nouvelle-Zélande recevoir une formation plus complète.

BORNEO DU NORD

Le Bornéo du Nord a une superficie d'environ 75.000 kilomètres carrés. Sa population se répartissait, en 1931 et 1951, de la façon suivante :

	<u>Recensement de 1931</u>	<u>Recensement de 1951</u>
Autochtones	205.218	241.831
Chinois	50.056	74.374
Autres Asiatiques	21.555	16.723
Européens	<u>647</u>	<u>1.213</u>
Total	277.476	334.141

SITUATION ECONOMIQUE

Généralités

Le trait saillant de l'économie du Bornéo du Nord, au cours des trois dernières années, a été le développement rapide et continu de son commerce avec l'extérieur. La valeur des importations et des exportations, qui était de 71 millions de dollars^{1/} en 1949, est passée à 138 en 1950 et à 184 en 1951.

L'économie de la colonie repose essentiellement sur le caoutchouc : le chiffre d'exportations, sans précédent, de 114 millions de dollars (soit près de sept fois la valeur de 1947) s'explique en grande partie par le prix anormalement élevé du caoutchouc en 1951. Cependant, l'accroissement des échanges est dû aussi à l'augmentation de valeur d'autres produits exportés (57 pour 100 pour le bois d'oeuvre, 50 pour 100 pour le bois à brûler, 25 pour 100 pour le coprah et 16 pour 100 pour le cachou.

La prospérité de la colonie dépend de l'industrie du caoutchouc et l'Administration, que cet état de choses préoccupe, a poursuivi en 1951 ses efforts pour faire appliquer à l'économie du territoire des programmes de diversification; ce qu'elle a fait de plus important en ce sens a été de prendre, en 1951, les premières mesures pour encourager et faciliter le développement rapide et sans entrave de l'industrie du bois; l'Administration espère qu'ainsi cette industrie pourra un jour contribuer pour une grosse part à assurer cette économie équilibrée qui est son but.

^{1/} La monnaie locale est le dollar malais, qui vaut 2 shillings 4 pence (sterling) ou 0,325 dollar des Etats-Unis.

En général, l'accroissement rapide des échanges a amené la prospérité pour toutes les couches de la population, dont le niveau de vie n'a cessé d'aller en s'améliorant, malgré une augmentation constante, quoiqu'enrayée partiellement par l'Administration, du prix de la vie.

Les principales difficultés auxquelles la colonie s'est heurtée au cours de l'année pour mettre en oeuvre son plan général de développement sont ~~été~~ ~~la~~ ~~pénurie~~ de matériaux et de main-d'oeuvre. L'Administration s'est constamment préoccupée de la question de la main-d'oeuvre; mais il n'a pas été jusqu'ici possible d'atténuer dans une mesure sensible la pénurie actuelle. Cependant, l'oeuvre qui consiste à doter le territoire des fondements de son progrès social et économique a réalisé des progrès encourageants et certains.

Agriculture et élevage

Le Service de l'agriculture est décentralisé; ses fonctionnaires supérieurs, adjoints et subalternes, règlent toutes les questions agricoles qui se posent dans la circonscription dont ils ont la charge. Un adjoint agronome, spécialiste d'entomologie, s'occupe actuellement, en plus de ses autres attributions, de la lutte contre les insectes nuisibles. La fonction principale de la Section zootechmique est l'étude des épizooties et la lutte contre les maladies des animaux ainsi que l'amélioration du cheptel par la sélection et l'élevage.

Dans sa plus grande partie, le territoire est recouvert d'une jungle primaire en grande partie inhabitée et dépourvue d'autres moyens de communication que les pistes et les rivières. La plus grande partie des habitants vivent dans les résidences de la côte occidentale et dans l'intérieur. La côte est, mis à part certains centres comme Sandakan, Tawau, Lahad Datu, Semporna et les villages riverains de la Labuk et de la Kinabatangan, est en grande partie inhabitée. La superficie totale des terres cultivées serait de 110.000 hectares. Il existe des zones de pâturage dans le district de Kota Belud ainsi que dans la plaine de Keningau mais elles ne présentent qu'une importance secondaire.

Pour assurer la conservation du sol, un comité spécial a étudié le problème des cultures mobiles, facteur essentiel ~~de~~ ~~l'érosion~~ ~~du~~ ~~sol~~. On ~~se~~ ~~guidera~~ ~~sur~~ ~~les~~ recommandations du comité quand il s'agira de poser les principes à suivre.

Le régime foncier est influencé par le système adopté par l'Administration : protéger les intérêts des autochtones en leur cédant les terres à perpétuité et non à bail pour une durée limitée de 99 ans au maximum. Il y a deux formes de tenures : les baux, dont n'importe qui peut bénéficier, et les "titres autochtones" dont ne peuvent bénéficier que les autochtones (ce terme comprenant tous les habitants aborigènes de l'Archipel malais et leurs enfants). On ne peut céder à bail une terre municipale que pour 99 ans au maximum.

En dehors des réserves de villages, les superficies défrichées par les autochtones, en quasi-totalité, sur concession individuelle, atteignent environ 50.000 hectares. En général, les terres occupées par les autochtones sont des rizières, des vergers séparés par la brousse secondaire, des plantations de bambous, de sagoutiers, de cocotiers, d'arbres à caoutchouc, des prairies grossières ou n'importe quelle combinaison de ces différentes cultures. En dehors de ces régions habitées, beaucoup d'autochtones vivent dans les régions montagneuses où ils pratiquent encore la culture mobile.

Toutes les terres non aliénées appartiennent à la Couronne. La superficie totale des réserves forestières classées est d'environ 185.000 hectares. En outre, les réserves forestières délimitées mais non encore classées atteignent une superficie totale d'environ 45.000 hectares. Si l'on ne tient pas compte des agglomérations urbaines, les non autochtones occupent approximativement 210.000 hectares. Cette superficie totale se répartit de la façon suivante : 120.000 hectares qui appartiennent à des Européens, environ 4.000 hectares qui sont biens ex-ennemis (japonais) et la presque totalité des 86.000 hectares restants est occupée par des habitants chinois ou d'origine chinoise. Les terres qui appartiennent à des Européens sont généralement cultivées pour des productions commerciales à grande échelle comme celles du caoutchouc, du tabac et du chanvre de Manille. Les autres terres, celles qui sont occupées par des habitants chinois ou d'ascendance chinoise et d'autres Asiatiques, sont généralement des plantations d'arbres à caoutchouc, des cocoteraies, des rizières ou des jardins potagers.

Les surfaces cultivées en 1951 se répartissaient ainsi entre les différents produits :

	<u>En acres</u> (1 acre = 40 ares)
Riz de plaine	44.573
Riz de montagne	<u>31.524</u>
Total pour le riz	76.097
Caoutchouc	118.857
Cocotiers	45.627
Chanvre de Manille	7.585

En raison du régime foncier actuel, les autochtones vivent sur leurs terres en paysans libres et indépendants; il s'ensuit de là qu'il n'y a guère d'endettement de fermier à propriétaire. Cependant les paysans contractent dans une certaine mesure des dettes auprès du commerçant du lieu. L'Administration ne perd pas cette question de vue. Si on prenait des mesures locales pour supprimer cet endettement, il faudrait remplacer le commerçant du village qui fait bénéficier ses clients de divers services par un organisme que créerait l'Administration, mais on ne peut actuellement considérer cette solution comme praticable.

L'Administration a continué à appliquer pendant l'année le plan d'achats de paddy qu'elle avait inauguré en 1949 et selon lequel elle achète directement aux producteurs leurs excédents de paddy et les entrepose à titre de réserve alimentaire. Une partie du paddy acheté les années précédentes a déjà été traitée et les producteurs ont eu cette année un excédent moins important à vendre à l'Administration; mais les réserves se sont maintenues dans l'ensemble à un niveau satisfaisant.

Le Conseil d'administration du Fonds du caoutchouc, créé en 1950 et où sont représentés tous les intérêts caoutchoutiers de la colonie, sous la présidence du Chef du Service de l'agriculture, a poursuivi son action au cours de l'année. Par son intermédiaire, le Bornéo du Nord est devenu membre associé de l'Institut de recherches caoutchoutières de Malaisie, du Conseil du développement du caoutchouc et de l'Association de recherches des producteurs britanniques de caoutchouc; il bénéficie ainsi du résultat des travaux de ces organes.

Une petite station agricole, installée dans l'île Labouan, a cessé de

fonctionner et l'Administration a porté tous ses efforts sur la création et l'extension d'une station agricole centrale à Tuaran, d'une station du paddy à Inaman et d'un jardin d'essai du paddy à Keningau. La station centrale constituera le centre principal de la recherche et la vulgarisation agricoles dans la Colonie.

Forêts

Les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale ont été une période de reconstitution pour l'industrie forestière qui, pour la valeur de ses exportations, occupe la seconde place après le caoutchouc. Si, en valeur, la production et l'exportation de produits forestiers sont de beaucoup supérieures aux chiffres d'avant-guerre, elles leur sont inférieures en volume. L'industrie forestière ne peut satisfaire entièrement à la demande, en particulier pour le bois d'œuvre, car elle manque de main-d'œuvre et il lui est difficile de se procurer du matériel d'abattage et de sciage pour remplacer le matériel détruit pendant la guerre. Comme fournisseur de dollars, le bois joue un rôle tout à fait secondaire, car les produits forestiers se vendent plus cher dans les régions à monnaie faible; les producteurs n'ont donc pas intérêt à exporter vers des pays à monnaie forte. En revanche, le cachou de palétuvier a été et reste une source appréciable de dollars et cette industrie s'est relevée rapidement.

Les forêts représentent au total 45.000 kilomètres carrés environ, soit 63,78 pour 100 de la superficie totale du territoire.

La production de bois a atteint les chiffres suivants (en pieds cubes)^{1/}:

<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>
5.601.557	6.288.446	7.112.725

La production record (celle de 1937) avait été de 11.075.001 pieds cubes.

Pêche

La pêche est l'une des principales industries du Territoire; elle ravitaille les marchés locaux; en outre une quantité importante de produits de la mer vont à

^{1/} Il y a environ 27 pieds cubes dans un stère.

l'exportation. Le tableau suivant indique le volume et la valeur de l'exportation :

<u>Quantité</u> (en tonnes)			<u>Valeur</u> (en milliers de dollars)		
<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>	<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>
1.163	1.215	1.253	872	972	1.032

L'action du Service des pêcheries s'est notablement étendue à la suite de la création d'un Bureau des pêcheries à Labouan, qui a permis d'établir un contact plus étroit avec l'industrie de la pêche sur la côte ouest. Tant les bureaux du siège, à Sandakan, que celui de Labouan reçoivent de plus en plus fréquemment des demandes de renseignements techniques, en particulier sur la façon d'installer dans les bateaux de pêche du pays des moteurs marins de faible puissance, sur la réfrigération des produits marins, le financement des entreprises de pêche et l'utilisation des déchets de poisson. L'étude sur la pêche des crevettes dans la baie de Labuk s'est poursuivie en 1951; selon certains indices, les restrictions imposées ont eu des conséquences avantageuses pour cette industrie.

Les expériences de pisciculture se poursuivent et, dès que les premiers essais pratiques seront achevés, on pourra distribuer les alevins de deux espèces de poissons aux paysans, qui pourront en faire l'élevage dans leurs rizières.

Industries extractives et industrie du pétrole

A la fin de 1951, le nouveau bâtiment destiné à abriter les bureaux du Service des enquêtes géologiques de Jesselton était presque terminé. Il comprendra un musée, une bibliothèque, un atelier et un laboratoire. On a achevé le nouveau collationnement des dossiers des anciennes recherches géologiques et minières et on y a ajouté une certaine quantité de nouvelles données. Ces dossiers constituent maintenant une source précieuse de renseignements sur les ressources de la colonie et une excellente base pour la préparation des prochains travaux de recherches.

Les levés géologiques effectués dans le bassin houiller de Silimponon et à proximité de la Serudong sont presque terminés. D'après les levés détaillés effectués à Silimponon, on a calculé qu'il y avait probablement 8 millions de tonnes de charbon en filons de plus d'un mètre d'épaisseur dans les secteurs du centre et de l'est du bassin. Si l'exploitation n'en est pas rentable c'est surtout en raison de difficultés de transport et de main-d'œuvre.

La société Shell du Bornéo du Nord a terminé une enquête sismique sur une partie de la péninsule de Klias. Elle a employé cette technique pour déterminer les structures géologiques que les méthodes normales d'observation ne peuvent déceler par suite de la présence d'une épaisse couverture d'alluvions marécageuses. La péninsule de Klias est l'une des régions du Bornéo du Nord où l'on a le plus de chances de trouver du pétrole et la société poursuivra sans doute ses recherches dans ce secteur.

Energie

L'enquête à laquelle on a procédé en 1951, pour déterminer si une entreprise unique pourrait exploiter les services d'électricité dans toute la colonie, n'a pas donné de résultat; il a été décidé que le Service des travaux publics continuerait à exploiter et à améliorer les installations électriques de Jesselton et de Labuan, les villes les moins importantes recevant leur électricité d'entreprises privées agréées par l'Administration.

Industrie

A l'exception des scieries exploitées par deux sociétés européennes, les industries locales qui utilisent les produits de base, comme l'extraction de l'huile de coco ou d'arachide, le salage et le séchage du poisson, la fabrication des cigares, la scierie et la poterie en sont encore toutes à leurs débuts.

Transports et communications

Routes. La longueur des routes est de 610 kilomètres, celle des chemins de 965 kilomètres.

Chemins de fer. Il y a un chemin de fer à voie d'un mètre, long de 185 kilomètres.

Transports aériens. Il existe des liaisons régionales, notamment avec Singapour, Hong-kong et l'Australie. L'aviation civile s'est beaucoup développée; au terrain d'aviation de Labuan, il y a eu, en 1951, plus de 350 vols par mois, alors qu'en 1950 il n'y en avait eu que 155; on a entrepris des travaux préliminaires pour la construction de pistes d'atterrissage à Tawau, Lahad Datu, Kudat, Ranau et Keningan, en vue de la création d'un réseau interne qui atteindra les zones avec lesquelles les communications sont actuellement difficiles. En 1951, on a recruté un premier groupe de contrôleurs locaux de la circulation aérienne :

ces contrôleurs reçoivent actuellement une formation préliminaire sur les terrains d'aviation de la colonie; ils iront ensuite à Singapour, en 1952, suivre un cours de spécialisation.

Voies navigables. Dans certaines régions, les rivières, qui sont nombreuses, sont les seuls moyens de communication.

Transports par mer. Les services maritimes comprennent des liaisons régulières avec le Royaume-Uni, Singapour et Hong-kong.

Services postaux et télécommunications. Il y a 9 bureaux officiels de poste et télécommunications et 2 bureaux semi-officiels. Il y a 8 centraux téléphoniques dans les principales villes, avec 659 postes téléphoniques; de plus, la liaison téléphonique est assurée entre les centres moins importants.

Finances publiques

Les recettes et les dépenses ont été les suivantes :

	(En millions de dollars malais)		
	<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>
Recettes ordinaires (non compris les subventions ou allocations au titre du <u>Colonial Development and Welfare Fund</u>)	11,0	16,7	23,4
Traitements	3,2	3,6	4,2
Autres charges	4,4	5,8	7,2
Dépenses spéciales et dépenses extraordinaires	9,4	7,8	9,9
Déficit	6,0	0,5	-
Excédent	-	-	3,0

Commerce international

Les importations et les exportations ont été les suivantes :

	(En millions de dollars malais)		
	<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>
Importations	34,0	44,0	70,2
Exportations	37,7	92,0	113,7
Principales importations :			
Riz	6,0	3,1	7,3
Provisions alimentaires	4,3	6,0	10,6
Textiles et vêtements	3,7	6,8	9,3

(En millions de dollars malais)

	<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>
Principales exportations :			
Caoutchouc	15,9	59,9	86,2
Bois d'oeuvre	5,4	6,5	10,2
Coprah	7,5	6,7	8,4
Bois à brûler	1,5	1,6	2,4
Tabac	2,0	1,7	1,7
Cachou	1,1	1,2	1,4

Le tableau suivant donne en pourcentage la répartition approximative des importations par pays d'origine et des exportations par pays de destination :

<u>Pays fournisseurs :</u>	<u>Pourcentage</u>		<u>Pourcentage</u>
Australie	25	Autres pays d'Asie	8
Royaume-Uni	25	Philippines	7
Europe	18	Hong-kong	6
Thaïlande	8	Divers	3
<u>Pays clients :</u>	<u>Pourcentage</u>		<u>Pourcentage</u>
<u>Caoutchouc</u>		<u>Bois d'oeuvre</u>	
Singapour	64,6	Royaume-Uni	29,2
Royaume-Uni	21,7	Hong-kong	25,6
Hong-kong	6,7	Australie	19,8
Allemagne	2,4	Japon	12,6
Divers	4,6	Divers	12,8
<u>Coprah</u>		<u>Bois à brûler</u>	
Singapour	37,4	Hong-kong	100,0
Pays-Bas	21,9		
Allemagne	10,1	<u>Tabac</u>	
Royaume-Uni	8,5	Royaume-Uni	82,5
Divers	22,1	Divers	17,5
<u>Cachou</u>		<u>Chanvre de Manille</u>	
Etats-Unis d'Amérique	71,7	Royaume-Uni	43,4
Hong-kong	13,5	Nouvelle-Zélande	41,7
Divers	14,8	Divers	14,9

Il y a aussi tout au long de la côte un important trafic de transit, dont on évaluait la valeur totale, en 1951, aux environs de 35 millions de dollars.

SITUATION SOCIALE

Généralités

Pour éviter que les autochtones ne soient submergés par certains émigrants plus vigoureux, l'Administration a créé des Réserves indigènes.

Statut de la femme

Les femmes n'ont pas un statut distinct en matière juridique, tous les habitants étant égaux devant la loi. Le statut familial et social des femmes musulmanes et chinoises est déterminé par des considérations religieuses et traditionnelles.

Main-d'oeuvre et emploi

Le développement économique du territoire, but des efforts de l'Administration, a créé des problèmes du fait que son économie, qui reposait sur l'agriculture, évolue maintenant vers une structure équilibrée qui embrasse à la fois une agriculture mécanisée et une main-d'oeuvre industrielle salariée. Le but de l'Administration est d'accroître la production, ce qui est actuellement une nécessité absolue dans la région. Si la colonie se suffit presque à elle-même maintenant en ce qui concerne la production du riz, il s'est aussi produit une augmentation importante du nombre de salariés. Cela a entraîné une augmentation de la productivité pour les travailleurs de la Colonie, ainsi que le paiement de salaires plus élevés.

Les fonctions de l'Administration en matière d'inspection des conditions du travail, de règlement des conflits, de relations avec les syndicats et autres questions de main-d'oeuvre, sont du ressort du Service de l'immigration et du Travail, qui a à sa tête un Commissaire à l'immigration et au Travail assisté de deux administrateurs et d'un personnel subalterne, composé d'un adjoint chinois, d'un fonctionnaire du travail et de 10 autres employés. De plus, tous les administrateurs de district et certains autres administrateurs font fonction de commissaire adjoint à la main-d'oeuvre. La Direction et son personnel contrôlent et assurent l'application de toutes les lois ouvrières; les commissaires-adjoints ont qualité pour représenter les travailleurs lorsque ceux-ci ont à se plaindre de leurs employeurs.

La main-d'oeuvre se répartissait de la façon suivante entre les différents métiers :

<u>Groupes professionnels</u>		<u>Nombre de travailleurs au 31 décembre 1951</u>				
<u>Branche d'industrie</u>	<u>Nombre de lieux de travail</u>	<u>Chinois</u>	<u>Javanais</u>	<u>Autochtones</u>	<u>Divers</u>	<u>Total</u>
Plantations	65	1.759	1.495	6.384	525	10.163
Industrie et commerce	72	2.824	343	3.953	227	7.347
Administration	64	668	65	2.379	43	3.155
Total	201	5.251	1.903	12.716	795	20.665

Les salaires journaliers étaient en moyenne les suivants :

	(En dollars malais)		
	1949	1950	1951
Manoeuvres	de 1,00 à 2,00	jusqu'à 2,50	jusqu'à 3,50
Ouvriers semi-qualifiés	de 1,75 à 3,50	jusqu'à 5,00	de 5,00 à 7,00
Ouvriers qualifiés	de 2,50 à 5,00	de 5,00 à 10,00	de 7,00 à 12,00

La journée de travail ne peut pas dépasser 8 heures, en vertu des règlements; dans bien des cas, le nombre d'heures de travail n'atteint pas le maximum. Le travail est limité à six jours par semaine et les règlements prescrivent certains congés.

Comme il n'y a pas assez de main-d'oeuvre dans la plupart des secteurs de l'emploi, il n'y a pas de chômage ou de sous-emploi forcé. La saison du repiquage du riz et celle de sa récolte, et les intervalles d'inactivité entre ces saisons créent dans ce secteur, une certaine fluctuation saisonnière de la main-d'oeuvre.

Le statut juridique des associations d'employeurs et des syndicats ouvriers est fixé par l'Ordonnance de 1949 sur les syndicats et les conflits du travail. Il y a 3 syndicats qui comptent au total 488 membres. Les lois et règlements principaux qui assurent la protection du travail sont l'Ordonnance de 1949 sur la main-d'oeuvre, et l'Ordonnance de 1951 sur les accidents du travail.

Niveau de vie

L'augmentation constante du prix de la vie est une question qui préoccupe beaucoup l'Administration. Les chiffres du budget mensuel moyen des travailleurs

des différentes races, que le Service du Travail a recueillies vers la fin de l'année 1951, montrent l'évolution des prix entre 1949 et 1951.

<u>Budget mensuel d'un travailleur</u>	<u>1949</u>	<u>1950</u> (En dollars)	<u>1951</u>	<u>Augmentation de 1950 à 1951 (en pourcentage)</u>	<u>Diminution de 1950 à 1951 (en pourcentage)</u>
Chinois.					
Aliments	24,98	28,98	35,62	22,9	-
Vêtements et literie	4,94	6,41	6,20	-	3,4
Divers	8,38	11,56	12,56	8,6	-
Total	38,30	46,95	54,38	15,8	
Javanais.					
Aliments	19,36	22,78	25,67	12,7	-
Vêtements et literie	6,31	6,58	8,35	26,9	-
Divers	7,08	8,22	9,27	12,8	-
Total	32,75	37,58	43,29	15,5	
Autochtones.					
Aliments	20,81	24,96	30,84	23,5	-
Vêtements et literie	4,26	4,98	6,50	30,5	-
Divers	4,55	5,26	7,23	37,5	-
Total	29,62	35,20	44,57	26,7	

Habitation, urbanisme et aménagement des campagnes

On a mis la dernière main, en 1951, à plusieurs plans urbains acceptables. En outre, la plupart des conseils d'hygiène et le Conseil rural de Labouan ont adopté de nouveaux règlements de construction. Dans les agglomérations urbaines et partout où les habitants cultivent des récoltes marchandes, le logement s'est nettement amélioré.

Sécurité et assistance sociales

Les services de sécurité et d'assistance sociales ne sont pas à la charge d'un seul organe administratif : une grande partie du service social est assurée par diverses oeuvres et plusieurs organismes officiels.

Les coutumes des divers groupes ethniques de la population imposent à leurs membres l'obligation de subvenir aux besoins des vieillards et des infirmes;

pour cette raison, l'Administration n'a pas cru devoir organiser un système spécial de retraites pour la vieillesse. L'Ordonnance de 1924 sur les pauvres a cependant créé un fonds (constitué à l'aide d'un impôt des pauvres payable par les employeurs et les propriétaires fonciers) qui sert à l'entretien d'asiles pour les vieillards indigents de deux centres.

Lutte contre la criminalité et traitement des délinquants

Les statistiques de la criminalité ont donné les chiffres suivants :

	<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>
Crimes et délits contre les personnes :			
Crimes	59	55	70
Délits	166	50	117
Crimes et délits contre les biens :	647	627	795
Nombre des affaires où la police a dû intervenir :			
Nombre des affaires signalées	2.988	3.353	4.332
Nombre des affaires déferées à un tribunal	2.636	2.720	3.096
Nombre des affaires qui ont abouti à une condamnation	2.081	2.100	2.644
Nombre de condamnés	2.463	2.367	3.231

Santé publique

L'effectif des services de santé et d'hygiène se répartissait ainsi :

	<u>Services publics</u>	<u>Missions</u>	<u>Secteur privé</u>
Médecins immatriculés	12	-	14
Infirmières principales	5	2	1
Infirmières diplômées	14	-	-
Infirmières partiellement formées	20	-	-
Sages-femmes principales	5	2	1
Sages-femmes diplômées	21	-	29
Sages-femmes partiellement formées	18	-	-
Inspecteur d'hygiène	1	-	-

Les établissements se répartissaient ainsi :

<u>Etablissements publics</u> <u>ou privés</u>	<u>Nombre d'établissements</u>	<u>Nombre de lits</u>
Hôpitaux (généraux)	11	835
Dispensaires	32	-

Services spécialisés :

	<u>Dans les hôpitaux généraux</u>	<u>Sous forme d'établissements distincts</u>
Centres maternels et infantiles	3	-
Léproserie	-	1
Maladies mentales	-	1

En 1951, l'on a ré-examiné la répartition et les responsabilités des services hospitaliers dans toute la colonie en fonction de la situation actuelle. En effet, pour faire face à un mauvais état de santé généralisé, dû à la guerre, on avait construit dans toutes les villes principales des hôpitaux provisoires qui comptaient un nombre de lits relativement grand. Or au début de 1951, la situation était la suivante. Sauf dans les plus grandes villes, près de la moitié des lits étaient inoccupés; un grand nombre de bâtiments avaient besoin de réparations et, considération la plus sérieuse, le manque d'infirmières et de panseurs ne permettait pas d'affecter aux hôpitaux un personnel auxiliaire suffisant. Après consultations avec le Conseiller médical du Secrétaire d'Etat, qui a parcouru le territoire en 1951, on a donc décidé de réduire de moitié le nombre de lits affectés aux services généraux, de façon à libérer un certain nombre d'infirmiers qui pourront ainsi soigner les malades dans les villages de leur district.

On a entamé à Sandakan la construction d'un hôpital de 100 lits et l'on a choisi l'emplacement d'un nouvel hôpital à Jesselton. Un hôpital de 32 lits doit entrer en service en 1952 à Kudat.

Les dépenses consacrées à la santé publique en 1951 se sont élevées à 1.099.278 dollars, soit à peu près 11 pour 100 du montant total des dépenses de la Colonie.

Les statistiques démographiques ont été les suivantes :

	<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>
Nombre total de naissances	8.037	9.064	10.453
Décès d'enfants de moins d'un an	-	--	1.087
Mortalité infantile (pour 1.000 enfants nés vivants)	112	89	100 (évaluation)
Nombre total de décès	4.298	4.320	4.503
Mortalité (pour 1.000 habitants)	12,4	-	13,3

La nouvelle Ordonnance sur la déclaration des naissances et des décès est entrée en vigueur en mars 1951. Jusque là, les naissances et les décès étaient enregistrés en vertu d'une Ordonnance de 1884 qui prévoyait la création d'environ 24 bureaux et agences d'état civil pour une région d'une superficie de 29.184 milles carrés, où les communications sont très mauvaises. Lorsque les parents résidaient dans les villes et les villages voisins d'un centre d'enregistrement, ils faisaient directement leurs déclarations, qui étaient donc assez exactes; en revanche, pour les secteurs éloignés, c'était un chef autochtone ou un chef de village qui faisait les déclarations lorsqu'il se rendait au siège de la circonscription, ce qui pouvait ne pas être fréquent, de sorte que l'exactitude des déclarations ainsi faites était très douteuse et que l'on ne pouvait la contrôler de façon satisfaisante. La nouvelle Ordonnance prévoit la création de postes d'officiers auxiliaires de l'état-civil qui recevront l'aide des chefs autochtones, des instituteurs et d'autres habitants suffisamment instruits; on pense ainsi avoir un fonctionnaire de l'état-civil par 2.000 habitants. On a distribué des formulaires aux chefs de village, en leur prescrivant d'en apporter un au bureau le plus proche immédiatement après une naissance ou un décès; l'enregistrement sera ainsi plus direct et rapide que dans le passé. Cette Ordonnance constitue certainement un progrès, mais on ne peut encore en évaluer les résultats de façon satisfaisante.

ENSEIGNEMENT

Généralités

L'Administration vise à atteindre à la longue les buts suivants : a) faire disparaître l'ignorance et l'analphabétisme pour élever le niveau des connaissances dans différents domaines tels que l'éducation, la santé et l'agriculture; b) envoyer à l'école tous les enfants d'âge scolaire pour qu'ils reçoivent un enseignement primaire de base réparti sur six années scolaires.

En ce qui concerne les écoles officielles, les objectifs immédiats sont les suivants : a) l'enseignement devrait à l'avenir comprendre six années d'école primaire, complètement gratuites, suivies de six années d'école secondaire; b) les écoles primaires où le malais est la langue véhiculaire, devraient conserver leur caractère d'écoles rurales sur lesquelles repose tout le système;

c) la création de centres d'enseignement primaire complet, bien situés, où les élèves apprendraient l'anglais dans les deux dernières années, et où l'artisanat et les arts ménagers seraient l'objet d'une attention particulière; d) on encouragerait les parents à envoyer leurs filles à l'école; e) on encouragerait les élèves des écoles primaires à cycle complet à poursuivre leurs études dans les écoles secondaires officielles à six classes où l'anglais sert de langue véhiculaire et où l'étude du malais est plus poussée; f) on créerait des écoles professionnelles; g) certains étudiants choisis désireux de recevoir une formation universitaire pourraient aller faire leurs études supérieures à l'étranger à l'aide de bourses; h) il faut former les maîtres; on a créé pour cela une école normale qui doit être financée pendant ses cinq premières années d'activité par le Colonial Development and Welfare Fund.

Les objectifs fixés pour les écoles des oeuvres sont les suivants :

a) encourager tous ceux des efforts éducatifs de ce genre, qui vont dans le sens de la politique générale de l'Administration; b) assurer le contrôle général de ces écoles par des inspections ou d'autres moyens; c) accorder des subventions; d) faire entrer au Comité consultatif de l'enseignement des représentants de la population chinoise et des missions.

Systeme scolaire

Les statistiques de l'enseignement sont les suivantes.

<u>Nombre d'établissements</u>	<u>Etablissements publics</u>			<u>Etablissements indépendants (subventionnés ou non)</u>		
	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>	<u>Mixtes</u>	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>	<u>Mixtes</u>
Enseignement primaire	-	-	70	8	8	131
Enseignement secondaire	-	-	-	6	5	6
Enseignement professionnel	1	-	-	-	-	-

<u>Effectif du personnel enseignant</u>	<u>Etablissements publics</u>		<u>Etablissements indépendants (subventionnés ou non)</u>	
	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
Enseignement primaire	148	15	323	190
Enseignement secondaire	-	-	23	9
Enseignement professionnel	2	-	-	-

Le nombre des enfants autochtones d'âge scolaire est d'environ 40.000 et celui des enfants non autochtones de 14.500. En 1951, 73 pour 100 des habitants de plus de 5 ans ne savaient ni lire ni écrire.

<u>Effectif scolaire</u>	<u>Autochtones</u>		<u>Non-autochtones</u>	
	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>
Etablissements publics :				
Enseignement primaire	3.430	550	-	-
Enseignement professionnel (dans le territoire)	24	-	-	-
Enseignement supérieur (à l'étranger)	10	-	-	-
Etablissements indépendants :				
Enseignement primaire	1.556	415	9.534	5.189
Enseignement secondaire	-	-	530	120

Enseignement supérieur et instruction des adultes

Mis à part les moyens limités que les divers Services et quelques entreprises commerciales et plantations offrent à leurs employés pour leur formation, il y avait peu de chose de fait pour l'instruction des adultes; on a cependant prévu un crédit au budget de 1952 pour permettre à la Direction de l'enseignement d'organiser des classes d'anglais, de sciences commerciales et d'artisanat.

Des bourses d'études et de perfectionnement à l'étranger sont accordées par le British Council et, au titre du Plan de Colombo, par le Gouvernement australien et le Gouvernement néo-zélandais.

ROYAUME-UNI

ILES SALOMON

La superficie totale des Iles Salomon est d'environ 30.000 kilomètres carrés. En 1950, on évaluait la population à 98.581 habitants, soit :

Mélanésien	94.000
Polynésien	4.000
Européens	376
Chinois	195
Divers	10
Total	98.581

SITUATION ECONOMIQUE

Généralités

La vie économique des îles dépend presque entièrement, à l'heure actuelle, de la production du coprah. La reconstruction continue à progresser et les investissements privés se sont accrus, contribuant surtout à développer l'industrie du coprah et à améliorer les installations d'intérêt général à Honiara.

Agriculture et élevage

Le Service de l'agriculture du territoire est dirigé par un fonctionnaire des cadres supérieurs de l'agriculture, aidé par deux fonctionnaires expérimentés. L'effectif budgétaire se composait en 1951 de 6 fonctionnaires de la métropole et de 19 fonctionnaires recrutés sur place. Les dépenses du Service se sont élevées à 10.025 livres australiennes^{1/}; ce chiffre ne comprend pas le budget de la ferme modèle de Guadalcanal (Guadalcanal Farm Scheme), qui est financé par une subvention du Colonial Development and Welfare Fund, sur laquelle il y a eu 8.500 livres australiennes de dépenses en 1951.

La superficie totale des terres cultivées était évaluée en 1951 à 50.000 hectares, dont la moitié environ était plantée en cocotiers. La superficie des terres non utilisées mais susceptibles de l'être s'élevait à 13.000 kilomètres carrés et l'ensemble des terres arables et des vergers couvrait environ 600 kilomètres carrés. En raison de l'étendue des terres en friche, il n'y a pas encore eu lieu de prendre des mesures pour la conservation des terres et des eaux.

^{1/} La monnaie des îles Salomon est la livre australienne, qui équivaut à 16 shillings (sterling), soit à 2,24 dollars.

Les règlements du Protectorat protègent la propriété des terres indigènes. Elles interdisent d'aliéner ces terres sans faire une demande que l'Administration examinera de très près. La propriété des terres se répartit de la manière suivante :

	<u>En kilomètres carrés</u>
Superficie totale des terres possédées par les autochtones	26.000
Terres possédées en pleine propriété par des habitants non autochtones	750
Terres possédées en pleine propriété par la Couronne	180
Terres non exploitées dont l'occupation est autorisée	700

Conscient des dangers que court le Protectorat du fait qu'il dépend uniquement de la culture du coprah, le Service de l'agriculture poursuit les expériences entreprises dans la ferme modèle de Guadalcanal en vue de trouver des cultures de remplacement. Mais les résultats obtenus jusqu'ici ont été médiocres dans l'ensemble. Les expériences faites avec le riz n'ont pas été satisfaisantes; on a continué à expérimenter d'autres cultures : maïs, des racines alimentaires, du tournesol, sorgho, sésame, soya et arachides.

Les frais de transport ont empêché d'importer des bovins comme prévu dans le projet; cette modification a tendu à déséquilibrer l'ensemble du projet. Les expériences faites avec d'autres bestiaux ont progressé, mais, comme il fallait constituer des réserves pour assurer la reproduction, on n'a pu vendre ou distribuer qu'un très petit nombre de ces bestiaux en vue d'améliorer la qualité du bétail dans les villages.

En 1950, le Service de l'agriculture a créé une ferme à Kukum et des pépinières de cultures marchandes. En plus de ces recherches expérimentales, il a continué à essayer d'accroître la production de coprah.

Un Office du coprah achète la totalité du coprah produit dans le territoire et l'exporte pour le compte du Ministère britannique de l'alimentation. Bien que cet Office soit un organisme sans but lucratif, il a constitué une réserve financière qui lui permettra, le cas échéant, de continuer à acheter du coprah sans être obligé d'emprunter. La production de coprah, évaluée en tonnes, a atteint les chiffres suivants :

<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>
8.500	10.000	12.344

Des expériences de culture du cacao sont en cours à Auki (Malaïta) et à Kukum. En outre, des particuliers ont planté 230 hectares en cacao dans l'île d'Ysabel.

En 1951, on évaluait le cheptel aux chiffres suivants :

Bovins	3.500
Porcins	10.000
Volailles	10.000

Forêts

En attendant la création d'un Service des forêts, la gestion administrative des forêts et de la production de bois d'oeuvre incombe aux services du Commissaire résident. On a nommé un fonctionnaire des forêts et un garde-forestier reçoit actuellement une formation appropriée aux îles Fidji.

Il y a eu environ 3.000 mètres carrés de bois d'oeuvre d'exportés en 1949 et 4.000 en 1950. De septembre à décembre 1951, la production d'acajou de Tenaru s'est élevée à 1.350 mètres carrés, dont 1.300 sont allés à l'exportation.

Pêche

Les eaux territoriales du Protectorat sont très poissonneuses. La demande est pourtant supérieure à l'offre et le volume des ventes en espèces demeure faible. Les habitants de Malaïta, en particulier, troquent leur poisson contre des légumes sur les marchés locaux. Des exploitants privés ont mis en service dans le Protectorat un bateau de pêche réfrigéré d'un tonnage de 5 tonnes.

Energie électrique

La production d'énergie électrique a augmenté en 1951 et doit continuer à augmenter. Il existe deux génératrices de 50 kw. et une génératrice de 60 kw.

Industrie

L'industrie rurale se limite à la production d'objets de consommation locale, tels que nattes, paniers, sacs à main, éventails et pirogues.

Transports et communications

Routes. Une route utilisable par tous les temps et entretenue sur environ 30 kilomètres, le long de la côte de Guadalcanal, relie Honiara à la ferme du gouvernement située à Ilu. Il existe aussi quelques routes secondaires dans la commune d'Honiara et aux alentours.

Transports aériens. Un service de la Qantas Empire Airways relie Honiara à Lae (Nouvelle-Guinée), en passant par Yandina et Barakoma.

Navigation maritime. Des services réguliers de bateaux à vapeur relient le Protectorat aux îles Fidji et à l'Australie. Le Gouvernement utilise une flotille de neuf petits bateaux pour l'administration locale.

Service des postes. Il existe une poste centrale, deux bureaux de poste ordinaires et trois bureaux auxiliaires.

Télécommunications. Les télégrammes à destination d'outre-mer sont envoyés par le poste radiophonique du Gouvernement, à Honiara. Il existe aussi 43 postes radiotélégraphiques d'où l'on peut envoyer des télégrammes à Honiara pour transmission outre-mer; ce réseau interinsulaire se compose à terre, de 10 postes publics et 15 postes privés, et, en mer, de 7 postes publics et 11 postes privés.

Finances publiques

(En livres australiennes)

<u>Recettes</u>	<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>
Recettes ordinaires	116,222	213.791	396.026
Subventions et virements de soldes créditeurs	-	204.588	98.685
Subventions du <u>Colonial Development and Welfare Fund</u>	106.372	118.202	34.497
Total	222.594	536.581	529.208
 <u>Dépenses</u>			
Frais normaux d'administration	298.430	327.524	366.747
Dépenses spéciales dues à la guerre et à la reconstruction	190.133	90.855	96.964
Dépenses effectuées au titre du <u>Colonial Development and Welfare Fund</u>	97.134	118.202	34.497
Augmentations de salaire	-	-	31.000
Total	585.697	536.581	529.208

Banque et crédit

La Commonwealth Bank of Australia a ouvert une succursale à Honiara en 1951.

Commerce international

	(En livres australiennes)		
	<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>
Importations	526.488	618.882	801.672
Exportations	554.716	857.980	916.551

Les exportations sont allées presque entièrement au Royaume-Uni et à l'Australie; elles ont été, par ordre d'importance, le coprah, le bois d'oeuvre, le troque, l'ivoire végétal et le turbo.

SITUATION SOCIALE

Généralités

Les autochtones et les non autochtones vivent en bons termes.

Condition de la femme

La condition de la femme est inférieure, comme dans la plupart des sociétés primitives.

Main d'oeuvre et emploi

Les indigènes ne sont pas matériellement obligés de rechercher un travail salarié; la plupart d'entre eux ne considèrent pas le travail salarié comme un moyen normal d'assurer leur subsistance, mais comme le moyen de se constituer un pécule suffisant pour pouvoir se livrer au commerce à leur compte ou pour acquérir du prestige dans leur tribu. La demande de main-d'oeuvre étant supérieure à l'offre, il n'y a pratiquement pas de chômage. La répartition des salariés par catégories professionnelles était la suivante à la fin de 1951 :

Travailleurs employés à la production du coprah sous contrat à long terme	55
Travailleurs employés à la production du coprah sans contrat à long terme	1.676
Métayers (coprah)	635
Travailleurs sous contrat à long terme dans d'autres professions	627
Travailleurs sans contrat à long terme dans d'autres professions	1.253
Auxiliaires temporaires de l'Administration	667
Fonctionnaires de l'Administration	403
	<hr/>
Total	4.716

Le Service de la main-d'oeuvre comprend un inspecteur en chef et un inspecteur, nommés en 1949. L'Ordonnance royale (King's Regulation) n° 5, de 1947 a déterminé les conditions dans lesquelles doit s'exercer cette surveillance. L'inspecteur de la main-d'oeuvre, les commissaires de district et les autres fonctionnaires de district arbitrent la plupart des conflits du travail. L'arrêté relatif aux syndicats et aux conflits du travail (Trade Unions and Trade Disputes Regulation), publié en 1946, a prévu la réglementation des syndicats, mais aucun syndicat ne s'est constitué depuis lors.

Coopératives

Il n'existe encore aucun organisme chargé de s'occuper des coopératives, mais plusieurs petits magasins coopératifs fonctionnent déjà dans le Protectorat.

Niveau de vie

On ne dispose d'aucune statistique relative au niveau de vie des autochtones, dont la plupart sont habitués à vivre des produits de leur potager et de leur verger.

Urbanisme, aménagement des campagnes et habitation

On a dressé un plan d'urbanisme pour la ville d'Honiara, on a attribué des quartiers résidentiels aux diverses catégories d'habitants et on a prévu une superficie suffisamment étendue pour le développement commercial de la ville.

q Sécurité sociale et service social

Il n'existe ni assurances sociales ni pensions de retraite dans le territoire. Les soins médicaux sont gratuits pour tous. Les travailleurs autochtones qui tombent malades sont soignés et alimentés aux frais de leur employeur et continuent à percevoir leur salaire pendant la durée de leur maladie jusqu'à expiration de leur contrat, date à laquelle ils sont reçus et soignés gratuitement dans les hôpitaux.

• Prévention de la criminalité et traitement des délinquants

La statistique de la criminalité à Honiara est la suivante :

	<u>1950</u>	<u>1951</u>
Nombre de cas signalés	87	153
Nombre de condamnations	31	46
Nombre d'acquittements	3	13
Nombre d'affaires classées faute de preuves	16	58

L'augmentation du nombre des cas signalés prouve que la police travaille plus efficacement et que le public a une plus grande confiance en elle.

Santé publique

Les effectifs du personnel médical et sanitaire étaient les suivants :

<u>Personnel médical et sanitaire</u>	<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u> ^{a/}
Médecins	6	5	6
Infirmières principales	2	4	4
Médecins auxiliaires	11	11	14
Infirmiers(panseurs) de district	100	71	152

a/ Certains de ces postes sont demeurés vacants à cause des difficultés de recrutement.

Sans tenir compte des projets financés au titre du Colonial Development and Welfare Fund, les dépenses du Service de santé se sont élevées à 78.094 Livres australiennes en 1951, soit 16 pour 100 des dépenses totales du Protectorat.

Le nombre des principales institutions médicales était le suivant en 1951 :

	<u>Nombre</u>	<u>Lits</u>
Hôpitaux publics	4	230
Hôpitaux des missions	5	2255

Il existe aussi 3 petits hôpitaux ruraux, 50 dispensaires publics et 17 dispensaires entretenus par les missions.

L'Ecole médicale centrale de Suva, aux îles Fidji, forme les médecins auxiliaires. Les infirmiers reçoivent leur formation sur place.

La population du Protectorat s'accroît légèrement. On ne dispose d'aucun renseignement exact sur la natalité et la mortalité. L'alimentation des autochtones manque généralement de protéines, surtout de protéines animales. Leur alimentation se compose essentiellement de taro, d'ignames, de patates, de poisson et de tapioca. L'état de santé des indigènes est très variable selon les endroits et selon la richesse de la région. Le paludisme est partout endémique et le pian est également très fréquent. On estime que la tuberculose frappe gravement certaines régions. La filariose est fréquente dans certains districts et il existe aussi des cas de lèpre. En 1951, une épidémie de poliomyélite a fait de nombreuses victimes.

Enseignement

L'organisation et le financement de l'enseignement ont jusqu'ici été à la charge de cinq missions. L'Administration s'efforce dans ce domaine de collaborer avec les missions et de former des instituteurs du niveau officiellement reconnu. Le but à atteindre est de doter la population indigène d'un enseignement qui lui permette d'améliorer son niveau de vie et de participer de plus en plus activement au gouvernement. En l'absence de toute loi de coordination, toutes les sociétés missionnaires ont jusqu'ici travaillé séparément et il en est résulté une diversité considérable dans les méthodes et les normes d'enseignement. On envisage depuis 1948 de promulguer une loi qui coordonnerait et réglerait l'action du Gouvernement et celle des missions en matière d'enseignement; la conférence qui a eu lieu en 1950, avec la participation de représentants des diverses missions, est parvenue à un accord partiel au sujet d'un projet de réglementation de l'enseignement.

Trois écoles primaires se sont ouvertes à Malaïta en 1951 et une subvention de 12.000 Livres du Colonial Development and Welfare Fund permettra de créer huit autres écoles primaires. Les effectifs de l'école publique d'Auki ont continué à augmenter et étaient de 70 élèves à la fin de 1951.

Les dépenses du Service de l'éducation prévues pour 1951 étaient de 3.700 Livres australiennes. On ignore le montant des dépenses totales des missions. En outre, les écoles primaires, le pensionnat d'Auki et l'entretien des jeunes gens qui étudient outre-mer ont été financés par le Colonial Development and Welfare Fund.